

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 02/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST**

Lieu-dit La Rabelais / Bréfauchet  
Route des carrières - Chéméré  
44680 Chaumes-en-Retz

**Références :** N1-2024-689-rapport

**Code AIOT :** 0006300031

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté Lieu-Dit L'ENNERIE 44320 CHAUVÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Lieu-Dit L'ENNERIE 44320 CHAUVÉ
- Code AIOT : 0006300031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de l'Ennerie à Chauvé est une carrière de roche massive (gneiss) dont l'exploitation est autorisée jusqu'en 2038. Un changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 22/06/2018. L'arrêté complémentaire du 20/06/2017 autorise notamment le remblaiement partiel de la carrière avec des déchets inertes. Les quantités acceptées doivent être inférieures à 60 000 tonnes par an en moyenne et 100 000 tonnes par an au maximum.

Après extraction, les matériaux sont traités dans une installation de concassage mobile fonctionnant par campagnes de plusieurs mois.

La production annuelle autorisée est de 440 000 tonnes en moyenne et de 900 000 tonnes au maximum.

La visite de contrôle a été réalisée de manière inopinée.

Lors de la visite, les installations suivantes ont été contrôlées :

- la zone de circulation des camions et engins à l'entrée du site,
- les deux zones de déchargement des déchets inertes destinés au remblaiement,
- la zone de stockage des déchets en attente de recyclage,
- le bassin de décantation et le point de rejet des eaux d'exhaure au milieu naturel,
- la limite d'autorisation du site, par l'extérieur, depuis l'entrée principale, vers le sud, puis le sud du site, l'ouest jusqu'à l'entrée secondaire et le long de la VC n°10 au nord.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Émissions de poussières
- Acceptation de déchets inertes
- Limitation des accès

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Remblaiement – Déchets acceptés	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
4	Remblaiement – Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Remblaiement – Document préalable	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
6	Remblaiement – Contrôle des apports	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Remblaiement – Gestion des indésirables	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.4	/	Demande d'action corrective	1 mois
8	Remblaiement – Accusé d'acceptation	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
10	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article X.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
11	Transmission du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.15	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
12	Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.16-II	/	Demande d'action corrective	1 mois
13	Clôture	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.17	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article III.3	/	Sans objet
2	Surveillance des fronts	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IX.2	Susceptible de suites	Sans objet
9	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article II.7	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure d'acceptation des déchets inertes ne s'est pas améliorée depuis les constats réalisés lors des inspections de 2019 et 2022. Les vérifications permettant à l'exploitant de s'assurer que les apports de déchets ne proviennent pas d'un site contaminé se sont même dégradées. De plus, un deuxième contrôle visuel des déchets lors du déchargement des camions n'a pas été réalisé lors de la visite d'inspection.

Par ailleurs, il a été constaté la présence d'indésirables dans les apports de déchets. Des enrobés bitumineux étaient également présents pour recyclage alors que ces matériaux sont acceptés uniquement en transit.

Lors de la visite inopinée, il n'a pas été possible de réaliser un certain nombre de vérifications sur la localisation des chantiers, la réalisation d'analyses sur les apports de déchets. L'exploitant devra donc transmettre les justificatifs demandés dans le rapport.

D'autre part, l'exploitant devra remettre en place une partie du merlon paysager périmétrique et une partie de clôture.

Il devra également transmettre une attestation de garanties financières actualisée ainsi que le dernier plan d'exploitation. Ce dernier doit être transmis chaque année.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article III.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les émissions de poussières dans l'environnement lors du traitement des matériaux dans les installations fixes ou mobiles. [...] Les installations mobiles doivent être exploitées en fond de carrière ou derrière un écran. Les sources d'émissions de poussières des installations fixes ou mobiles, y compris les camions, doivent être : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ou hermétiquement capotées ou bâchées ;</li> <li>• ou équipées de dispositifs d'aspiration avec filtre en sortie ;</li> </ul>

- ou équipées de dispositifs d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau, notamment au niveau des installations de chargement et déchargement des matériaux et de l'accès à la carrière (rotolue, arrosage, pulvérisation...).

Les points de chute des matériaux doivent être aménagés de façon à limiter au maximum les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières qui résultent du fonctionnement des installations de traitement des matériaux doivent être aussi complets et efficaces que possible.

#### **Constats :**

Lors de la visite, aucune installation de traitement de matériaux n'était présente.

Il a été constaté le fonctionnement d'un dispositif automatique d'arrosage des pistes au niveau de l'entrée sur le site et à proximité de la bascule.

Il a également été constaté le fonctionnement d'un dispositif d'arrosage des chargements des camions.

Il a été constaté la présence d'un panneau limitant à 20 km/h la vitesse des véhicules sur le site.

Il n'a pas été constaté d'envol de poussières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N°2 : Surveillance des fronts**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IX.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques géotechniques

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire à la purge et à la rectification des fronts de taille. Les fronts ou tas de déblais ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

Le front d'abattage et les parois qui dominent les lieux de travail et les pistes doivent être régulièrement surveillés par un agent spécialement désigné à cet effet par l'exploitant et être purgés dès que cette surveillance en fait reconnaître la nécessité.

Ces opérations doivent être effectuées notamment après chaque tir d'abattage à [l'explosif, avant toute reprise du travail en période de gel, de dégel ou de fortes pluies et avant toute reprise de l'activité après un arrêt prolongé.

#### **Constats :**

Lors de la visite, le registre de surveillance des fronts a été consulté. Le registre est complété à une fréquence mensuelle. Il indique les constats réalisés et les mesures éventuellement mises en œuvre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Les purges doivent faire l'objet d'une traçabilité sur le registre prévu à cet effet.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N°3 : Remblaiement – Déchets acceptés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les seuls déchets admissibles pour le remblaiement du site sont les déchets inertes suivants : [tableau]</p> <p>Des mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron relevant du code 17 03 02 (uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés) pourront être acceptés uniquement dans le cadre d'un transit vers un autre site. Ces mélanges bitumineux ne devront pas être utilisés en remblai sur place. Ils devront être déchargés et stockés de façon transitoire sur une zone séparée. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que des enrobés étaient acceptés sur le site et étaient stockés en mélange avec des bétons en attente de recyclage sur le site.</p> <p>Les deux plates-formes de déchargement des déchets acceptés pour le remblaiement ont fait l'objet d'un contrôle.</p> <p>La plate-forme pour les gros camions ne comportait pas de tas de matériaux en attente de mise en remblai.</p> <p>La plate-forme pour les petits camions comportait un de tas de terres avec une pièce textile.</p> <p>Au niveau des deux plates-formes, la présence de morceaux d'enrobés (environ de la taille de la main) a été constatée à différents endroits, notamment sur le sol des plates-formes.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Les mélanges bitumineux ne peuvent être acceptés qu'en transit sur le site. Ils ne doivent pas être utilisés pour le remblaiement.</b></p> <p><b>L'exploitant doit s'assurer que les déchets apportés pour le remblaiement ont fait l'objet d'un tri préalable. En cas de présence d'enrobés ou autres indésirables, les chargements doivent être refusés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N°4 : Remblaiement – Procédure d'acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article VIII.3.2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article VIII.3.1, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés y compris pour les apports ponctuels.

**Constats :**

Les visites d'inspection réalisées en 2019 et 2022 avaient conclu à l'insuffisance de la procédure d'acceptation préalable qui ne permettait pas à l'exploitant de s'assurer que les déchets apportés sur le site ne provenaient pas d'un site contaminé.

Cette procédure d'acceptation préalable s'appuie sur un document d'acceptation préalable (DAP) complété par le producteur de déchets.

Lors de la visite de 2019, il avait été constaté que le DAP prévoyait l'indication du type de site : potentiellement contaminé / pollué / autre site mais que cette indication n'était pas remplie, ce qui n'empêchait pas l'acceptation de déchets. L'exploitant avait répondu que les consignes avaient été modifiées pour prévoir une vérification sur les bases de données BASIAS/BASOL. La DREAL avait indiqué que les bases de données BASOL / BASIAS n'étaient pas complètes en précisant que, pour une pollution industrielle, la consultation de l'onglet «installations industrielles» de Géorisques pouvait être utile mais que ces données ne comportaient pas certaines pollutions historiques, ni les installations industrielles soumises à simple déclaration ni les pollutions qui ne sont pas d'origine industrielle (ex : retrait d'une cuve de fuel chez un particulier, remblaiement historiques douteux, etc).

Lors de la visite de 2022, il avait été constaté que la seule vérification réalisée était basée sur la consultation de Géorisques. La conclusion sur le caractère potentiellement contaminé du chantier n'était pas cochée. Suite à la visite, l'exploitant avait indiqué que la fonctionnalité «Demande d'acceptation préalable (DAP)» avait été ajoutée à l'espace client CMGO, sur internet. Cette dernière permet aux clients, producteur du déchet, de remplir une DAP en ligne pour chaque chantier. L'outil oblige le client à fournir des informations exhaustives sur la provenance, la qualité du déchet etc. Les analyses faites par le client doivent être jointes en annexe de la demande. En complément, l'exploitant avait transmis une note interne du 12/10/2023 demandant aux personnels susceptibles de valider une DAP de réaliser les questionnements suivants et, le cas échéant, de demander des analyses complémentaires :

- le chantier a-t-il été le lieu d'une activité potentiellement polluante par le passé ?
- le chantier est-il situé sur une installation industrielle ou ICPE (ancienne ou en cours) ?
- le chantier comporte-t-il un risque hydrocarbures (cuve carburant, atelier, casse-auto, station-service ...) ?

Lors de la visite du 25/06/2024, l'agent de bascule a été interrogé. Il a indiqué que, pour les apports de déchets ne faisant pas préalablement l'objet d'une DAP validée, c'était lui qui était chargé de saisir les informations dans l'espace client. Il a été constaté qu'aucune vérification sur un risque de contamination du chantier n'était réalisée et que les questions prévues par la note interne de 2023 n'étaient pas connues.

Les pratiques d'acceptation de déchets inertes n'ont donc pas évolué et se sont même dégradées puisque la vérification de la localisation du chantier sur Géorisques, même si cette vérification est partielle, n'est plus réalisée.

La procédure d'acceptation préalable mise en place ne permet pas à l'exploitant de s'assurer que les déchets apportés ne proviennent pas d'un site contaminé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place une procédure d'acceptation préalable lui permettant de s'assurer que les déchets apportés sur le site ne proviennent pas d'un site contaminé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N°5 : Remblaiement – Document préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article VIII.3.2.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

**Constats :**

Lors de la visite, des DAP imprimées ont été consultées par sondage.

Il a été constaté sur plusieurs DAP que la localisation précise du chantier n'était pas indiquée (lieu-dit ou rue sans numéro, voire simple indication de la commune).

<p>Par ailleurs, il a été constaté que certaines DAP semblaient correspondre à un regroupement de déchets provenant de différents chantiers (ex : document préalable n° DP24060402C - STURNO Saint-Julien de Concelles Multi-sites, n° DP24050106C - COLAS Saint-Nazaire dépôt déblais)</p> <p>D'autre part, il n'a pas été possible de consulter sur place les résultats des analyses réalisées pour vérifier la capacité de l'exploitant à pouvoir accepter les déchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'une DAP doit être réalisée pour chaque chantier et que les informations permettant de s'assurer de l'absence de contamination du chantier doivent être apportées pour chacun.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'indiquer l'adresse précise du chantier d'origine.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant d'indiquer s'il remplit bien ses obligations en termes de déclaration relative à la tenue du registre terres excavées conformément aux dispositions de l'article R541-43-1 du code de l'environnement. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une copie de son registre pour l'année 2024.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant transmettra les analyses lui permettant de vérifier que les apports d'enrobés suivants ne contenaient ni amiante ni goudron :</p> <p>- producteur de déchets : Atlantic'eau - chantier FEEDER à Le Pellerin, Cheix, Rouans - début de chantier prévu 26/02/2024 - demandeur SOGEA Ouest</p> <p>L'exploitant transmettra également les vérifications réalisées pour s'assurer que les chantiers suivants n'étaient pas contaminés :</p> <p>- n° DP24060144C (chantier réalisé à Saint-Nazaire)</p> <p>- n° DP24050323C (chantier réalisé à Montoir-de-Bretagne)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°6 : Remblaiement – Contrôle des apports

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;</li> <li>la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;</li> <li>le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;</li> <li>la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;</li> <li>la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article VIII.3.5 ;</li> <li>le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des</li> </ul>

matériaux déchargés.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'agent de bascule pouvait contrôler le dessus du chargement à l'entrée sur le site (premier contrôle visuel). Cependant, il a été constaté la réalisation d'un déchargement sur la zone « petits camions » sans vérification du chargement. Celui-ci comportait par ailleurs une grande pièce de textiles qui n'aurait pas dû être acceptée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en place le deuxième contrôle visuel avant le départ des camions apportant des déchets sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°7 : Remblaiement – Gestion des indésirables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'une benne affectée à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté l'absence d'une benne pour les indésirables.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en place une benne pour récupérer les indésirables découverts après le départ des camions.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°8 : Remblaiement – Accusé d'acceptation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 25/10/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des

déchets en complétant le document préalable prévu à l'article VIII.3.3 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

**Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant délivrait un bon d'acceptation de déchets suite aux apports de déchets inertes. Les bons d'acceptations consultés par sondage comportent :

- le nom et les coordonnées du producteur de déchets et l'adresse du chantier,
- le code déchets,
- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes,
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

**Ils ne comportent pas les noms et les coordonnées des éventuels intermédiaires et des transporteurs.**

**Par ailleurs, l'adresse du chantier indiquée n'est généralement pas précise (pas de numéro de rue ou de lieu-dit).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'accusé d'acceptation de déchets LC240615578C relatif au document préalable DP23110392C indique un nom de chantier situé à Pornic. Cependant, sous la ligne relative aux quantités de déchets apportés, il est indiqué « La Plaine sur Mer ». Il est demandé à l'exploitant de transmettre la DAP relative à ce chantier afin d'en identifier la localisation précise.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N°9 : Surveillance des rejets d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article II.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les eaux issues du décanteur visé à l'Article II.4 - , les eaux de l'installation de lavage des véhicules et des engins et les autres eaux canalisées sont dirigées vers les bassins de décantation et ne peuvent être rejetées dans le ruisseau du Pin qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation qui permet de respecter les valeurs limites suivantes ;

- pH entre 5,5 et 8,5
- température ; inférieure à 30° C
- MEST < 35 mg/1 (norme NFT 90 105)
- DCO sur effluent non décanté < 125 mg/1 (norme N.F.T. 90 101)
- Hydrocarbures < 10 mg/1 (norme N.F.T. 90 114)

Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les rejets doivent s'effectuer à travers des canaux qui permettent la mesure du débit.

Les pompes de rejet doivent être équipées de compteurs totalisateurs de débit.

Les paramètres visés ci-dessus, doivent être mesurés semestriellement par un laboratoire agréé pour ces analyses au niveau des points de rejet dans le ruisseau du Pin.

**Constats :**

Constat du 25/10/2022 : le point de rejet n'est pas aménagé pour permettre une mesure du débit ni permettre le prélèvement d'un échantillon sur 24 heures.

Constat du 25/06/2024 : le point de rejet a été aménagé pour permettre la mise en place d'un dispositif de prélèvement sur 24 heures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°10 : Renouvellement des garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article X.6

**Thème(s) :** Autre, Garanties financières

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Avec ce document, l'exploitant transmettra un bilan circonstancié de l'état d'avancement de la remise en état du site de la phase en cours.

Il adresse une copie du document et du bilan à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Constat du 25/10/2022 :

L'exploitant a transmis l'attestation de garanties financières pour la période du 10/01/2023 au 10/01/2028.

L'exploitant n'a pas transmis de bilan de l'état d'avancement de la remise en état de la phase en cours.

Il était demandé à l'exploitant de réaliser un bilan de l'activité sur le site et de la remise en état effectuée et de les comparer au phasage prévu annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Une nouvelle évaluation du montant des garanties financières devait être réalisée si un décalage était constaté.

L'exploitant a transmis le 18/04/2023 un document comparant l'avancement des travaux au phasage initialement prévu.

Il a proposé une modification des garanties financières mais il n'a pas transmis d'attestation de

garanties financières pour le montant proposé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre une nouvelle attestation de garanties financières correspondant à la phase en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°11 : Transmission du plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce plan doit être mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire doit être transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis de plan d'exploitation en 2023 ni en 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre chaque année le plan d'exploitation mis à jour. Ce plan doit comporter l'ensemble des éléments prévus à l'article I.15 de l'arrêté préfectoral du 04/01/2008.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°12 : Intégration paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.16-II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier : des merlons paysagers qui s'étendent sur tout le long de la limite du site sont implantés selon le plan d'ensemble issu du dossier entre les pages 17 et 18 (annexe 8) et dans les conditions fixées à l'article IV.3 du présent arrêté. L'annexe 8 représente notamment la localisation des merlons paysagers existants et des merlons et buttes paysagères en prévision.
<b>Constats :</b>

Lors de la visite, il a été constaté l'absence d'une partie de merlon paysager existant, au sud-est du site, au nord d'un accès créé pour le remblayage par le haut.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit remettre en place un merlon paysager comme prévu dans l'arrêté préfectoral.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N°13 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux zones dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou par tout autre dispositif équivalent. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'extérieur du site a été contrôlé sur une partie du périmètre autorisé. Il a été constaté la présence d'une clôture et/ou d'une végétation suffisamment dense pour empêcher le passage sur les zones contrôlées. Cependant, il a été constaté une trouée dans ce dispositif, au niveau de la voie communale n°10, à l'Est du calvaire. Cette trouée permet un passage relativement facile vers le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit mettre en place une clôture pour interdire l'accès au site.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois